Elections Législatives Générales

SCRUTIN DU 18 NOVEMBRE 1962 (1er Tour)

13e Circonscription de la Seine



Attaché de Direction Administrateur de la Sécurité Sociale (élu par les salariés de la Région Parisienne) Ancien Combattant des Forces Françaises Libres Médaille de la Résistance

Albert FROUARD

CANDIDAT NATIONAL D'UNION REPUBLICAINE

- présenté par le Centre Républicain
 - le Centre National des Indépendants
 - le Rassemblement Démocratique
 - le Parti Radical, le R.G.R.
 - le Parti Libéral Européen

J'ai l'honneur d'avoir été choisi par tous les mouvements nationaux et libéraux pour mener le combat de la liberté contre les deux totalitarismes qui nous menacent : le Parti Communiste et l'U.N.R.

Je me refuse aux distinctions artificielles entre la droite et la gauche, car je n'ai d'autres amis et je n'aurai d'autres électeurs que les patriotes et les Républicains; c'est-à-dire la majorité de cette circonscription.

PARISIENNES ET PARISIENS

des Quartiers de la Salpêtrière et de la Gare

La IV République est morte de son impuissance. Mais le régime actuel a déçu nos espérances. Tombant d'un excès dans l'autre, il aboutit au Parti Unique inconditionnel, clef de voûte du totalitarisme.

En 1958, nous avons approuvé une Constitution raisonnable qui permettait d'assurer à la fois la stabilité du gouvernement et le contrôle parlementaire.

Hélas, cette Constitution n'a jamais été appliquée : il n'y a plus de contrôle parlementaire et il n'y a plus de vraie stabilité, puisque vous êtes tous inquiets de l'avenir.

Nous voulions l'ordre, et nous avons l'incertitude. Nous voulions la liberté et nous subissons l'arbitraire. Nous voulions la démocratie, nous avons le Pouvoir personnel. Aujourd'hui nous craignons pour la République, et la paix civile.

C'est avec une profonde angoisse que nous constatons la dégradation des institutions démocratiques et la montée progressive du péril communiste.

On a voulu nous faire croire que le drame algérien expliquait les illégalités du régime, les excès du Pouvoir, l'abdication des Parlementaires, à de rares exceptions près, silencieuses ou complices.

Quelle que soit la solution de l'affaire algérienne, qui avait vos préférences, ne pensez-vous pas en toute bonne foi que le Gouvernement devait prévoir et éviter cette terreur sanglante, cet exode déshonorant, cette anarchie dangereuse en Afrique du Nord où les Soviets attendent leur heure, ce gaspillage insensé de centaines de milliards versés par la France à une Algérie en pleine anarchie.

Malgre le monopole exercé par le Gouvernement sur la Radio et la Télévision et la plus grande partie de la presse, tout cela, vous le ressentez, et c'est pourquoi vous souhaitez des hommes nouveaux pour vous représenter.

Si vous me choisissez pour vous représenter à l'Assemblée Nationale, les positions que je soutiendral sans faiblesse ni sectarisme sont claires et honnêtes :

- Condamnation sans retour des mœurs politiques d'un passé définitivement périmé;
- Restauration de la République par l'application loyale de la Constitution de 1958;
- Défense intransigeante des libertés fondamentales contre l'arbitraire administratif et policier, contre les atteintes à l'indépendance de la magistrature, par le retour à la légalité judiciaire, et la suppression des tribunaux d'exception:
- Stabilité gouvernementale : un gouvernement par législature;
- Amnistie des malheureuses conséquences de la guerre d'Algérie, seul moyen de rétablir la paix civile et de réconcilier les Français tragiquement divisés;
- Politique sociale et hardie financée par la réduction massive d'un budget de la Guerre monstrueux (qui a augmenté de 380 milliards depuis la fin de la guerre d'Algérie, plus d'un milliard par jour comme l'a démontré officiellement le Rapporteur Général du Budget au Sénat), financée également par la suppression des énormes subventions aux pays devenus indépendants.
- Chiffres en mains, sans aucune démagogie, c'est plus de mille milliards par an à récupérer qui peuvent être affectés aux Vieux Travailleurs, aux Ecoles et aux Facultés, à la construction rapide de logements locatifs, aux

Hôpitaux, aux Anciens Combattants et Victimes de Guerre, à tous ceux que le système actuel a sacrifié à sa politique socialement rétrograde.

Tout le monde sait que la France est dirigée par un Gouvernement OU SIEGENT CYNIQUEMENT LES REPRESENTANTS DE LA HAUTE BANQUE.

C'est ce qui explique l'aggravation d'une fiscalité oppressive dont le but avoué est de supprimer progressivement les classes moyennes et libérales, spécialement le petit commerce, l'artisanat et la libre entreprise, au profit des trusts financiers internationaux.

C'est ce qui explique la vie chère, la diminution du pouvoir d'achat des classes laborieuses, - que les ménagères connaissent trop bien — et le retard inadmissible des traitements de la Fonction Publique, ainsi que les atteintes portées au statut social des Cadres.

C'est ce qui explique aussi la main-mise de l'Etat technocratique sur la Sécurité Sociale, contre la loi, au mépris des intérêts des assurés, des traditions libérales du Corps médical, alors qu'une gestion libre, mutualiste et démocratique, reste la seule garantie des salariés et des employeurs, qui paient assez cher, les uns et les autres, pour exiger le remboursement intégral des soins.

Vos aspirations comme les miennes se résument en un seul mot : LIBERTE.

Liberté de conscience et d'enseignement, liberté d'opinion et d'expression, liberté professionnelle et syndicale, libertés individuelles, et aussi,

Liberté du monde occidental et de l'Europe contre les menaces totalitaires et l'oppression marxiste.

Parce que nous savons que le régime actuel menace la liberté, je vous demande de réagir.

Parce que nous croyons que ces imprudences mettent en danger la paix civile et la paix extérieure, je vous demande de refuser vos suffrages aux partisans de ce régime, dont la servilité inconditionnelle a favorisé les pires erreurs du Pouvoir.

Je m'abstiendrai de toute polémique personnelle, par respect de la dignité du suffrage universel et parce que je crois à la tolérance et à la raison. Mon combat est un combat de principe au nom d'un idéal qui s'appelle : la Paix, l'Union des Francais, la Démocratie et la Liberté.

VOTEZ TOUTES ET TOUS LE 18 NOVEMBRE PROCHAIN

CONFIRMEZ L'UNION DES MOUVEMENTS NATIONAUX

ET LIBERAUX SUR UN SEUL NOM:

Albert FROUARD

Suppléant: Gérard CAYRÉ

Imprimerie S.D. 24.